



# Le Pharandol

EDITION 27

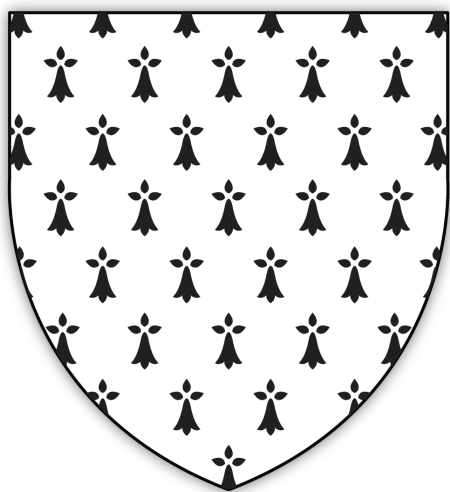
# AUX ÂMES, CITOYENS !

- Mars 2026 -

# PHARE SUR BRETAGNE DAO

## Raison d'être du projet

Bretagne DAO représente une initiative pionnière en matière de gouvernance décentralisée et d'autonomie territoriale. Fondée en Bretagne, cette organisation autonome décentralisée (DAO) propose une alternative concrète, légale et pleinement fonctionnelle aux systèmes politiques, économiques et bancaires centralisés qui dominent actuellement nos sociétés.



Le nom de Bretagne s'est décidé pour deux raisons : il s'agit de l'ancien nom de la Bretagne d'une part, et le site .bzh était déjà pris pour Bretagne.

Bretagne DAO n'est ni un parti politique cherchant à conquérir le pouvoir par les urnes, ni une entreprise visant la maximisation du profit, ni un mouvement violent ou séparatiste. Il s'agit d'un outil collectif, accessible à tous, parfaitement transparent dans son fonctionnement, et conçu pour être reproduit et adapté par d'autres territoires souhaitant reprendre en main leur destin économique et politique.

Leur démarche s'appuie sur l'histoire millénaire de la Bretagne et sur les spécificités du droit breton, qui ont forgé une tradition d'autonomie et de gestion collective des biens communs. Ils utilisent des outils numériques de pointe, notamment la blockchain Solana, qui garantissent transparence, sécurité et indépendance vis-à-vis des institutions financières traditionnelles.

Leur modèle organisationnel repose sur une participation directe de tous les membres, sans hiérarchie imposée ni concentration du pouvoir décisionnel entre quelques mains.

Au cœur de leur écosystème se trouve l'e-Lur, une monnaie numérique bretonne qui permet des échanges économiques libérés de la tutelle bancaire et de la création monétaire par la dette.

Le projet Bretagne DAO n'est pas né d'une simple volonté de contestation, mais d'un constat lucide et documenté partagé par une part croissante de la population bretonne et au-delà. Les dysfonctionnements des systèmes centralisés sont devenus patents et affectent directement la vie quotidienne des citoyens. Parmi les problématiques identifiées, le constat d'une perte de confiance généralisée envers les institutions politiques, dont les décisions semblent de plus en plus déconnectées des réalités et des besoins des territoires. Le surendettement généralisé des États, des collectivités et des ménages crée une fragilité systémique inquiétante, tandis que la dépendance bancaire place l'ensemble de l'économie sous la tutelle d'acteurs privés dont les intérêts ne correspondent pas toujours à ceux de la collectivité.

Malgré les discours sur la démocratie participative, les citoyens sont rarement consultés sur les décisions importantes, et quand ils le sont, leurs avis sont souvent ignorés ou contournés par les décideurs.

Face à ces constats, deux voies s'offrent traditionnellement : réclamer des réformes aux institutions existantes, ou subir en attendant des jours meilleurs. Bretagne DAO fait un choix radicalement différent : plutôt que de quémander des changements qui tardent ou n'arrivent jamais, ils ont décidé de construire dès maintenant des outils parallèles, fonctionnels et accessibles, qui permettent aux Bretons de reprendre concrètement le contrôle de leur gouvernance, de leur monnaie et de leurs échanges économiques.



### Une démarche bretonne, un modèle reproductible

La Bretagne constitue naturellement le point de départ géographique et culturel de leur projet, et ce choix n'est pas le fruit du hasard. La région dispose d'une riche histoire d'autonomie, d'un droit spécifique qui a perduré à travers les siècles, et d'une identité culturelle forte qui favorise la cohésion et l'engagement collectif. Ces caractéristiques historiques, culturelles et juridiques font de la Bretagne un terrain particulièrement propice au développement d'une organisation autonome décentralisée.

Toutefois, Bretagne DAO n'est pas un projet fermé ou exclusivement régionaliste. Au contraire, il cultive une vision résolument ouverte et collaborative.

Des échanges réguliers existent déjà avec d'autres territoires qui partagent des préoccupations similaires et souhaitent développer leurs propres outils d'autonomie.

La Savoie, notamment, mène des réflexions parallèles qui enrichissent mutuellement leurs démarches. Cette architecture en réseau évite l'isolement tout en préservant l'autonomie de chacun.



### La DAO (Organisation Décentralisée Autonome) : gouverner sans gouvernants

Chaque membre de la DAO dispose d'un droit de vote proportionnel à son engagement. Les propositions sont soumises à l'ensemble de la communauté, qui décide démocratiquement de leur adoption ou de leur rejet.

Il n'existe pas de président, de conseil d'administration ou de directeur général disposant d'un pouvoir de décision unilatéral. Les rôles de coordination existent mais sont soumis au contrôle permanent de la communauté.

Toutes les décisions, tous les votes, toutes les transactions sont enregistrés de manière immuable sur la blockchain. N'importe qui peut vérifier l'historique complet de la DAO à tout moment.

Les Bretons participent directement aux décisions qui les concernent, sans passer par des représentants élus qui peuvent trahir leurs engagements ou être capturés par des intérêts particuliers.

Les règles qui régissent Bretagne DAO ne sont pas cachées dans des statuts opaques ou modifiables au gré des circonstances. Elles sont inscrites dans le code informatique, visibles et vérifiables par tous. Cette transparence radicale constitue la meilleure garantie contre les dérives autoritaires et les détournements de pouvoir.



## L'e-Lur : une monnaie territoriale indépendante



L'e-Lur constitue l'un des piliers fondamentaux de l'écosystème Bretagne DAO. Cette monnaie numérique bretonne tire son nom de la lur, ancienne unité monétaire qui avait cours dans le

duché de Bretagne, établissant ainsi une continuité symbolique et historique avec les traditions monétaires régionales.

Techniquement, l'e-Lur est hébergée sur la blockchain Solana, une infrastructure décentralisée reconnue pour sa rapidité, sa fiabilité et son faible coût de transaction. Ce choix technique garantit que la monnaie reste totalement indépendante des banques et des institutions financières traditionnelles. Personne ne peut bloquer vos e-Lurs, vous facturer des frais abusifs ou vous imposer des conditions arbitraires. Un aspect crucial qui distingue l'e-Lur des monnaies classiques concerne sa création : elle n'est pas créée par la dette. Dans le système monétaire actuel, l'essentiel de la masse monétaire naît du crédit bancaire, créant une dépendance structurelle à l'endettement. L'e-Lur, au contraire, est émise selon des mécanismes transparents et contrôlés collectivement par la DAO.

Enfin, l'e-Lur est non spéculative par conception. Contrairement aux cryptomonnaies volatiles qui attirent les investisseurs à la recherche de profits rapides, l'e-Lur vise à faciliter les échanges économiques réels sur le territoire breton. Sa valeur est pensée pour la stabilité, pas pour l'enrichissement spéculatif.

En encourageant les échanges en e-Lur, les circuits économiques locaux sont naturellement favorisés. L'argent reste sur le territoire et bénéficie aux acteurs qui y vivent et y travaillent, plutôt que de s'évaporer vers des centres financiers lointains.

Les producteurs locaux, agriculteurs, artisans et commerçants de proximité peuvent accepter l'e-Lur et l'utiliser pour leurs propres achats, créant un écosystème économique résilient et mutuellement bénéfique. Grâce à la technologie blockchain, chaque transaction est enregistrée de manière inaltérable et vérifiable. Les fraudes sont beaucoup plus difficiles qu'avec des espèces ou des chèques.

En disposant d'une monnaie qui échappe au contrôle des grandes institutions financières, les acteurs économiques bretons se protègent des décisions arbitraires et des fluctuations imposées de l'extérieur. Ce n'est pas un outil de trading, mais une monnaie d'usage.

L'e-Lur est déjà opérationnelle et circule en Bretagne, via un portefeuille numérique accessible sur un téléphone mobile. Plusieurs professionnels l'utilisent déjà, ce qui permet d'acquérir des produits locaux et des services de qualité auprès de ceux qui ont rejoint cet écosystème.

Son utilisation nécessite de sensibiliser la population afin d'investir un maximum d'humains dans le projet pour les échanges. La création d'une boutique avec un système alimentaire sous forme de coopératives permet de redévelopper une agriculture saine et sereine, et de protéger les acteurs économiques des pressions financières, comme le surendettement.



En effet, les charges en euros liées au système français, comme l'URSAFF et les taxes diverses, peuvent disparaître non seulement via l'utilisation des textes juridiques partagés par la BreizhAI, mais aussi grâce à la solidarité qui se déploie.

### Sécurité, identité et transparence



Bretagne DAO a mis en place plusieurs dispositifs complémentaires pour garantir la sécurité de l'écosystème tout en préservant la vie privée des utilisateurs.

Pour éviter qu'une même personne ne crée plusieurs comptes afin de multiplier artificiellement son influence ou de bénéficier indûment de ressources, Bretagne DAO utilise Bright ID, un système de vérification d'identité décentralisé et respectueux de la vie privée. Pas de collecte de données personnelles sensibles. Il se base sur un réseau de confiance sociale où des utilisateurs déjà vérifiés peuvent attester de l'identité unique d'un nouveau membre. Ce système rend extrêmement difficile la création de faux comptes multiples.

Au-delà de la vérification d'identité, Bretagne DAO intègre un système de réputation qui permet à la communauté de signaler et d'exclure progressivement les comportements nuisibles. Si un membre se livre à des pratiques frauduleuses, manipulatoires ou contraires à l'esprit de la

DAO, les autres membres peuvent le signaler. Après un processus transparent de vérification et de vote, les individus dont le comportement est jugé inacceptable peuvent voir leurs droits de participation limités ou révoqués. Ce mécanisme social d'autorégulation complète efficacement les protections techniques.

Toutes les transactions effectuées en e-Lur, tous les votes au sein de la DAO, toutes les décisions prises sont enregistrées de manière publique et immuable sur la blockchain. Cette transparence radicale signifie que n'importe qui peut auditer le système à tout moment. Les tentatives de détournement, de corruption ou de manipulation deviennent immédiatement visibles. Cette traçabilité publique constitue la meilleure garantie contre les abus de pouvoir et les dérives autoritaires. La transparence n'est pas une option, c'est une exigence fondamentale du système.

### BreizhAI : rendre le savoir aux citoyens



L'un des aspects les plus innovants du projet réside dans le développement de BreizhAI, une intelligence artificielle spécialement conçue pour servir l'autonomie intellectuelle et juridique des citoyens bretons et, par extension, de tous ceux qui souhaitent comprendre leurs droits et leur histoire.

BreizhAI n'est pas une IA généraliste comme ChatGPT ou Claude. C'est un outil spécialisé, entraîné sur des corpus documentaires spécifiques relatifs à l'histoire bretonne, aux textes juridiques historiques et contemporains, et aux mécanismes d'autonomie citoyenne. Cette spécialisation lui permet d'offrir des réponses bien plus précises, nuancées et utiles que les IA commerciales sur ces sujets.

L'objectif principal de BreizhAI est de démocratiser l'accès au savoir, gratuitement, dans un langage clair et compréhensible. Les ressources fournies sont accessibles à tous, y compris aux non-Bretons. L'objectif est de partager librement les outils et les connaissances qui peuvent aider n'importe quel territoire à développer sa propre autonomie, d'être utile et complet pour les citoyens cherchant à comprendre leurs droits et leur histoire. Elle ne cache pas les aspects controversés du droit ou de l'histoire bretonne. Elle ne simplifie pas artificiellement les débats complexes. Elle ne prétend pas à une impossible neutralité, mais assume ouvertement son positionnement en faveur de l'autonomie citoyenne.

Les citoyens ont le droit d'accéder à une information complète et non censurée pour forger leurs propres opinions et prendre leurs propres décisions. C'est le fondement même de l'autonomie intellectuelle.



### Est-ce légal ?



C'est probablement la première question que se posent les citoyens découvrant Bretagne DAO. Oui, c'est parfaitement légal. Les outils utilisés par Bretagne DAO – technologie blockchain, organisations autonomes décentralisées (DAO), monnaies numériques – sont tous autorisés en droit européen et français. Aucune loi n'interdit aux citoyens de créer une organisation décentralisée, de voter collectivement sur des propositions, ou d'utiliser des tokens numériques pour faciliter leurs échanges.

Bretagne DAO ne propose pas de services bancaires réglementés (dépôts, crédits), ne promet pas de rendements financiers garantis, et ne se livre pas à des activités illégales. Les outils numériques sont publics, open-source et vérifiables. Tout est transparent.

### Est-ce un projet séparatiste ?

Cette question revient fréquemment et repose sur une confusion qu'il est essentiel de dissiper. Non, Bretagne DAO n'est pas un projet séparatiste. Le séparatisme implique une volonté de sécession politique, de sortie unilatérale d'un ensemble national, généralement accompagnée de revendications territoriales et parfois de violence. Ce n'est absolument pas l'objectif de Bretagne DAO.

Ce projet relève de l'autonomie fonctionnelle, ce qui est fondamentalement différent. Il s'agit de :

- Reprendre en main certaines fonctions économiques et décisionnelles au niveau local ;
- Créer des alternatives aux systèmes centralisés défaillants ;
- Développer des outils qui fonctionnent en parallèle des institutions existantes ;
- Exercer nos droits de citoyens à nous organiser librement.

Il s'agit d'un projet d'autonomie fonctionnelle, pas de sécession violente ni de prise de pouvoir.

### Qui contrôle Bretagne DAO ?



UNSPLASH - Gustavo Sanchez

Cette question touche au cœur même de ce qui distingue une DAO d'une organisation traditionnelle. La réponse est à la fois simple et profonde : personne individuellement.

Dans une entreprise classique, le pouvoir est concentré entre les mains d'un PDG, d'un conseil d'administration ou d'actionnaires majoritaires. Dans une administration publique, ce sont les élus et les hauts fonctionnaires qui prennent les décisions. Dans les deux cas, une minorité contrôle et le reste obéit. Bretagne DAO fonctionne radicalement différemment. Le contrôle appartient à la communauté dans son ensemble.

Il existe bien sûr des gens impliqués qui jouent des rôles de coordination : développeurs qui maintiennent les outils techniques, communicants qui expliquent le projet, médiateurs qui facilitent les discussions. Mais ces rôles ne confèrent aucun pouvoir de décision unilatéral. Si les coordinateurs tentaient d'imposer des décisions contraires à la volonté de la communauté, ils seraient immédiatement désavoués et pourraient être écartés.

### Peut-on perdre son argent ?



Cette question mérite une réponse honnête et nuancée, car oui, comme dans tout système économique, des risques existent. Prétendre le contraire serait malhonnête. La différence fondamentale avec le système bancaire traditionnel réside dans la visibilité et la compréhension de ces risques.

Le système bancaire traditionnel comporte d'énormes risques, souvent invisibles et incompris par les citoyens : faillites bancaires (pensez à la crise de 2008), inflation qui érode votre épargne, frais

cachés qui grèvent vos comptes, possibilité pour les banques de bloquer vos fonds sans justification claire, risque de "bail-in" où votre épargne peut être utilisée pour sauver une banque en difficulté.

Avec la DAO, les risques ne sont pas cachés dans des contrats incompréhensibles de 50 pages. Ils sont connus, documentés, et gérés collectivement : risques de volatilité (la valeur de l'e-Lur peut fluctuer), risques techniques (bugs informatiques, erreurs de manipulation).

Chacun peut auditer le système à tout moment et participer aux décisions qui affectent son argent. C'est la différence entre un risque subi et un risque assumé en connaissance de cause.

La transparence et la gouvernance collective de Bretagne DAO ne suppriment pas tous les risques – aucun système ne le peut – mais elles permettent à chacun de comprendre ces risques, de les évaluer et de participer aux décisions qui les atténuent. C'est cette capacité d'action et de contrôle qui fait toute la différence.

### Aider ce projet à grossir



Comme tout projet, il nécessite des fonds (donateurs) pour sécuriser toujours plus, continuer de développer les outils, afin de passer à une étape supérieure et les rendre plus faciles d'accès pour les dupliquer.

En effet, jusqu'alors, tout s'est fait bénévolement grâce aux économies des créateurs.

Tout breton, qu'il le soit de sang ou de cœur, peut dès maintenant rejoindre l'écosystème déjà présent. Par ailleurs, en ralliant le plus d'artisans, producteurs et commerçants locaux possibles, l'économie peut devenir circulaire. C'est un cercle vertueux, une manière de développer l'économie locale et sortir des supermarchés, tout en consommant sain.

En 2026, des projets de systèmes alternatifs pour le transport, l'hébergement, les soins, le covoiturage, l'alimentaire sont prévus. Petit à petit, l'objectif est de structurer le monde de demain, afin de ne plus subir le système actuel.

Le site [www.bretagne.bzh](http://www.bretagne.bzh) permet de mieux comprendre le fonctionnement de la DAO.

Quant au site [www.duche-de-bretagne.bzh](http://www.duche-de-bretagne.bzh), il apporte les éléments techniques et juridiques (BreizhAI, accès au compte e-Lur, accès à la DAO, etc. ) pour mettre en pratique ces outils.

Article réalisé par Marie et Céline

